



CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 05 MARS 2021

COMPTE RENDU

I ADOPTION DE LA CHARTE INFORMATIQUE DE LA COMMUNE

La Commune d'Onnaing met en œuvre un système d'information et de communication nécessaire à son activité, comprenant notamment un réseau informatique et téléphonique. Les utilisateurs (agents, élus et collaborateurs), dans l'exercice de leurs fonctions, sont ainsi conduits à accéder aux moyens de communication mis à leur disposition et à les utiliser. Ces outils technologiques, utilisés à bon escient, peuvent apporter une amélioration des performances.

A l'inverse, une mauvaise utilisation entraîne des risques de mise en jeu de la responsabilité, d'atteinte à la confidentialité, à l'intégrité et à la sécurité des fichiers de données personnelles. La charte informatique formalise ainsi les règles légales et de sécurité relatives à l'utilisation du système d'information et de communication de la commune d'Onnaing.

La présente charte, validée par le comité technique en date du 17 février 2021 s'inscrit dans une demande d'information, de sensibilisation, de responsabilisation des utilisateurs des moyens de communication électronique et du système d'information de la commune.

Vu la charte européenne 95146/CE du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 17 février 2021

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, adopte la charte informatique de la commune telle qu'elle est présentée en annexe

II MISE EN PLACE DU TELETRAVAIL POUR LES AGENTS DE LA VILLE

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment l'article 133 ;

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 modifié relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique article 49 introduisant la possibilité d'un recours ponctuel au télétravail. ;

Vu le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 17 février 2021;

Préambule

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de mettre en place le télétravail pour les agents de la collectivité.

Le télétravail revêt une forme innovante d'organisation du travail ayant plusieurs finalités :

-Permettre à l'agent une meilleure qualité de vie au travail avec une plus juste articulation entre vie professionnelle et vie privée.

-Participer à la modernisation de l'administration notamment dans les modes d'organisation en promouvant le management par objectifs, qui se traduit par la confiance et la responsabilisation.

-Participer à une démarche de développement durable : limitation des déplacements, réduction des risques d'accident de trajet, baisse des émissions de gaz à effets de serre

Définition

Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Principes Généraux

***Volontariat :** le télétravail ne peut être imposé à l'agent par l'administration. De même, il ne peut être obtenu par l'agent sans l'accord de la hiérarchie.

***Réversibilité :** A tout moment, chacune des parties peut y mettre fin, sous réserve du respect d'un délai de prévenance fixé dans la présente charte.

***Maintien des droits et obligations :** Le télétravailleur bénéficie des mêmes droits et avantages que ceux applicables aux agents en situation comparable travaillant dans leur bureau. Il est soumis aux mêmes obligations, notamment devoir de réserve et secret professionnel, confidentialité.

***Protection des données :** Il incombe à l'employeur de prendre, dans le respect des prescriptions de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés(CNIL), les mesures qui s'imposent pour assurer la protection des données utilisées et traitées par le télétravailleur à des fins professionnelles. En complémentarité à ces précautions, l'agent doit observer et respecter scrupuleusement, la charte informatique afin de garantir cette protection des données.

***Respect de la vie privée :** L'employeur est tenu de respecter la vie privée du télétravailleur. A cet effet, des plages horaires sont fixées en concertation avec l'agent pendant lesquelles celui-ci pourra être contacté.

Champ d'application

La détermination des activités éligibles au télétravail se fait au regard des nécessités de service, le télétravail ne devant pas constituer un frein au bon fonctionnement et à la continuité des services.

Certaines fonctions sont par nature incompatibles avec le télétravail dans la mesure où elles impliquent une présence physique sur le lieu de travail habituel et/ou un contact avec les administrés ou collaborateurs.

Ne peuvent prétendre au télétravail les agents suivants

- Les agents non titulaires sur poste non permanent,
- Les agents dont les métiers nécessitent une présence physique indispensable à la réalisation de leurs missions tels que les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, les agents d'entretien, les agents en charge de l'animation, les agents recevant des enfants en halte-garderie, les agents dont la mission principale est l'accueil du public.
- Tout autre agent dont le métier, le travail en équipe ou toute autre considération nécessiterait la présence sur le lieu de travail.

L'autorisation d'exercer des fonctions en télétravail

L'agent qui désire exercer ses fonctions en télétravail doit adresser un courrier de demande auprès de l'autorité territoriale un mois avant la date sollicitée, dans lequel il précise le nombre de jours souhaité.

L'autorité territoriale, après consultation de la hiérarchie de l'agent, apprécie la compatibilité de la demande avec la nature des activités exercées, l'intérêt du service et les conditions d'éligibilité.

Il est à noter que si plusieurs agents d'un même service prétendent à exercer leur activité en télétravail, une concertation en amont avec le responsable de service devra avoir lieu.

Une réponse écrite sera faite à l'agent avant la date requise.

En cas de changement de service et de missions, l'agent qui désire poursuivre son activité en télétravail doit présenter une nouvelle demande écrite dans les mêmes conditions citées ci-dessus.

Durée- cessation

L'autorisation de télétravail est délivrée pour un an après une période d'adaptation de trois mois et éventuellement renouvelable ;

A tout moment, chaque partie peut décider de mettre fin à cette forme d'organisation du travail sous réserve d'un délai de prévenance d'un mois :

Ce préavis pourra être supprimé si l'intérêt du service exige une cessation immédiate de l'activité en télétravail.

Renouvellement

La décision de passer au télétravail est définie pour une durée déterminée.

Au terme de la période, la demande doit être renouvelée auprès de l'autorité territoriale sous le même formalisme que pour la première démarche. Une copie de la lettre sera adressée au service des Ressources Humaines.

Lieu de travail

Le télétravail s'effectue obligatoirement au domicile principal de l'agent.

L'espace de travail doit être placé au calme et tenir compte des conditions d'hygiène et de sécurité, espace dans lequel sera installé le matériel utilisé à des fins professionnelles.

La collectivité se décharge de toute responsabilité en cas d'équipement privé non conforme et potentiellement dangereux de l'installation à domicile.

Le télétravailleur ne reçoit pas de public et ne fixe pas des rendez-vous professionnels à son domicile.

En cas de déménagement, l'agent prévient l'administration en amont et doit remplir toutes les conditions précitées pour poursuivre le travail à distance.

Assurance-accident du travail

L'agent s'engage à informer son assureur de l'exercice de ses fonctions à domicile. Une attestation d'assurance multirisque habitation incluant la responsabilité civile devra obligatoirement être transmise à la collectivité.

Tout accident ou sinistre survenu à l'occasion de l'exercice du télétravail et en lien avec celui-ci sera pris en charge par la collectivité. Dans tous les cas de figure, il appartient à l'agent d'apporter la preuve d'un accident et de sa relation avec le service.

Le fait que l'accident soit survenu sur le lieu du télétravail et pendant les heures de travail ne présume pas de l'imputabilité au service. Les accidents domestiques survenant lors de la journée télé travaillée seront d'office non imputable au service.

Forme du télétravail

La forme pendulaire du télétravail est retenue, ceci pour éviter l'isolement du télétravailleur et de conserver un fonctionnement collectif.

Le nombre de jours de télétravail autorisé est :

Pour un agent à temps complet : 1 à 2 jours par semaine en fonction des spécificités du service concerné.

Pour les agents placés à temps partiel à :

- 90% : possibilité d'1 jour à 2 jours de télétravail

- 80%-70%: possibilité d'1 jour à 1j 1/2 de télétravail

- 60%-50% : possibilité de 0,5 jour à 1 j de télétravail

Par ailleurs, en cas de circonstances exceptionnelles, il pourrait être accordé un quota annuel de 5 jours de télétravail, sous réserve que la demande soit formulée auprès de l'autorité territoriale 5 jours ouvrables avant la date sollicitée et après avis favorable du responsable de service.

Le télétravailleur conservera ses horaires habituels de bureau.

Une journée de télétravail est d'une durée de 7 heures. Les jours télé travaillés ne peuvent pas faire l'objet d'acquisition d'heures supplémentaires.

Les jours de télétravail sont fixes et ne peuvent pas être reportés sauf en cas d'obligation de service et avec l'accord de la hiérarchie.

Par conséquent, si les jours de télétravail tombent sur un jour férié ou un congé (annuel, maladie ...) ils ne seront ni cumulés, ni reportés.

En cas d'impossibilité de télé travailler le jour prévu, notamment suite à un problème technique lié à des soucis de connexion ou panne d'ordinateur, l'agent est tenu de se rendre sur son lieu de travail.

Equipement du télétravailleur

L'agent doit disposer à son domicile d'une connexion internet. Il a en charge l'installation du matériel.

La collectivité mettra à la disposition du télétravailleur un ordinateur portable affecté au service concerné.

L'agent pourra être joint par téléphone professionnel, s'il en possède un dans le cadre de ses

missions habituelles.

Le télétravailleur aura accès à sa boîte mail professionnelle et aux logiciels nécessaires pour l'exercice de ses fonctions.

Il pourra également communiquer en visioconférence. L'agent devra indiquer dans sa signature de messagerie professionnelle les jours et heures où il sera joignable.

L'agent avant d'exercer ses missions en télétravail, devra se soumettre à des tests d'évaluation relatifs à l'utilisation des outils informatiques. En fonction des résultats obtenus, des séances de formation pourront être dispensées. Dans le respect de la charte informatique de la collectivité, l'agent veillera aux bonnes pratiques d'usage des ressources informatiques et des outils de communication et du RGPD. L'agent en télétravail est responsable du matériel mis à disposition par la collectivité. Il s'engage à ne pas l'utiliser à des fins personnelles ou familiales conformément à la Charte informatique. Il est tenu de le ramener dans son service le lendemain de sa journée de télétravail afin que celui-ci puisse être réutilisé par un autre télétravailleur.

Organisation du télétravail

Durant ses horaires de travail, l'agent doit rester à la disposition de son employeur sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles.

Il n'est pas autorisé à quitter son lieu de télétravail pendant ses heures de travail.

Si l'agent, pendant ses heures de service, quitte son lieu de télétravail sans autorisation préalable de l'autorité territoriale, il peut s'exposer à une sanction disciplinaire pour manquement au devoir d'obéissance hiérarchique.

L'agent pourra également se voir infliger une absence de service fait pour le temps passé en dehors de son lieu de télétravail.

Enfin, tout accident intervenant en dehors du lieu de télétravail pendant les heures normalement travaillées ne pourra donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service.

Toutefois, durant la pause méridienne, conformément à la réglementation du temps de travail dans la fonction publique territoriale, l'agent est autorisé à quitter son lieu de télétravail.

En cas de nécessité de service (réunions, formations, missions...), le télétravailleur peut être amené à travailler dans son service de rattachement au sein de la collectivité, un jour initialement prévu en télétravail.

Au terme de la période d'adaptation, le télétravailleur doit avoir démontré son aptitude à organiser son travail en autonomie.

En cas d'arrêt de maladie pendant un jour de télétravail, l'agent est tenu d'en informer immédiatement sa hiérarchie qui définira les conditions de restitution du matériel informatique si l'arrêt devait être de plus d'une journée.

Management du télétravail

Les missions ou objectifs ainsi que les modes de liaison sont définis par le supérieur hiérarchique après échange avec l'agent.

L'agent ne pourra pas transporter à son domicile des documents papier ou dossiers.

Suivi du télétravail

La période de télétravail fera l'objet d'une évaluation lors de l'entretien professionnel en fin d'année.

Droits et obligations des télétravailleurs

Les télétravailleurs sont assujettis aux mêmes droits et obligations fixés par les lois et règlements applicables aux agents de la fonction publique territoriale. En outre, il leur est fait application des mesures réglementaires en vigueur au sein de la collectivité (notamment les règles relatives au temps de travail et aux absences).

Ils sont soumis aux mêmes obligations que tout autre agent, notamment devoir de réserve, secret professionnel. Ils sont tenus de respecter la charte informatique et les différentes règles de sécurité de l'information (RGPD).

Date d'effet

La mise en place du télétravail est prévue au 1^{er} avril 2021.

Pièces administratives

Après acceptation, il sera remis à l'agent :

- un arrêté individuel l'autorisant à exercer ses fonctions en télétravail sur les jours accordés.
- une charte de télétravail reprenant les différents points de la présente délibération ainsi qu'une charte informatique.
- un imprimé à compléter sur lequel l'agent s'engage sur la conformité des installations aux spécifications techniques pour exercer ses missions en télétravail au domicile.

Crédits budgétaires

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité, adopte la mise en place du télétravail au 1^{er} avril 2021 et dit que les crédits sont prévus au budget.

III DELIBERTION RELATIVE A LA MODULATION DU RIFSEEP /IFSE EN FONCTION DES CONGES DE MALADIE

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88 ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique de l'Etat ;

Vu décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'état ;

Vu la circulaire DGCL / DGFP du 03/04/2017 ;

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 17/02/2021;

Monsieur le Maire expose :

Par délibérations du 16 février 2017 et du 21 décembre 2020, le conseil municipal a instauré le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour l'ensemble des cadres d'emplois existant dans notre collectivité (hors police municipale non concernée par celui-ci),

Lors de la mise en place du RIFSEEP, des modalités de maintien ou de suppression du versement de l'IFSE pour les agents placés en congé de maladie ont été définies de la façon suivante :

En congé de maladie ordinaire, après 90 jours d'arrêts, le régime indemnitaire de l'agent, l'IFSE, est réduit en fonction du nombre de jours à demi-traitement.

Pour un agent placé en congé longue maladie, longue durée ou grave maladie, le versement de l'IFSE est suspendu.

Force est constaté à l'heure actuelle que l'absentéisme lié aux arrêts de maladie (hors COVID) est de plus en plus important dans la collectivité.

Aussi, Monsieur le Maire propose, pour lutter contre l'absentéisme qui nuit au bon fonctionnement des services et notamment à la continuité du service public, de prendre des mesures plus restrictives.

En cas d'arrêts de maladie ordinaire (hors covid et cas contacts), le versement de l'IFSE serait modulé de cette manière :

- Application d'un abattement de l'IFSE égal à 1/30^{ème} du montant mensuel du régime indemnitaire au-delà d'un délai de 10 jours d'arrêts de maladie sur une année civile.

Concernant les congés de longue maladie, longue durée ou grave maladie le versement de l'IFSE restera suspendu.

Il est précisé que cette nouvelle forme de modulation sera mise en application au 1^{er} avril 2021.

(Arrivée de M.MATHIEU Sébastien)

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, 17 voix pour et 5 abstentions adopte l'application d'un abattement de l'IFSE égal à 1/30^{ème} du montant mensuel du régime indemnitaire au-delà d'un délai de 10 jours d'arrêts de maladie sur une année civile

IV DELIBERATION RELATIVE A LA MODULATION DE L'INDEMNITE D'ADMINISTRATION ET DE TECHNICITE (IAT) EN FONCTION DES CONGES DE MALADIE.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88 ;

Vu le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 modifié, relatif à l'indemnité d'administration et de technicité ;

Vu l'arrêté du 14 janvier 2002 relatif aux montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité ;

Vu les délibérations du 18 décembre 2002 et du 29 juin 2004 relatives au régime indemnitaire des agents territoriaux et notamment la mise en place de l'indemnité d'administration et de technicité ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 17/02/2021 concernant la modulation du régime indemnitaire des agents de la collectivité placés en congés de maladie ;

Monsieur le Maire rappelle :

Que l'ancien régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux, et notamment l'indemnité d'administration et de technicité est remplacée progressivement par le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) que nous avons mis en place dans notre collectivité par délibérations 16 février 2017 et du 21 décembre 2020 ;

A ce jour, l'ensemble des cadres d'emplois de la collectivité bénéficient du RIFSEEP à l'exception des agents de la police municipale qui pour le moment perçoivent l'indemnité d'administration et de technicité (IAT).

Lors de la mise en place des IAT, il a été prévu, dans l'une des conditions d'attribution, que le versement s'effectue en fonction du présentéisme.

Aussi Monsieur le Maire propose en cas d'arrêts de maladie ordinaire (hors covid et cas contacts), que le versement des IAT soit modulé de la même manière que le RIFSEEP:

- Application d'un abattement de l'IAT égal à 1/30^{ème} du montant mensuel du régime indemnitaire au-delà d'un délai de 10 jours d'arrêts de maladie sur une année civile.

Concernant les congés de longue maladie, longue durée ou grave maladie le versement de l'IAT restera suspendu.

Il est précisé que cette nouvelle forme de modulation sera mise en application au 1^{er} avril 2021.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, 17 voix pour et 5 abstentions adopte l'application d'un abattement de l'IAT égal à 1/30^{ème} du montant mensuel du régime indemnitaire au-delà d'un délai de 10 jours d'arrêts de maladie sur une année civile.

V PROJET DE REQUALIFICATION DES ECOLES CUVINOT

Autorisation de déposer le permis de construire

Le bâtiment situé 5 Chasse de Valenciennes qui accueillait depuis 1989 l'école maternelle Cuvinot, et abritait également la halte-garderie « espace petit à petit », a subi des désordres structurels conduisant à sa fermeture en juin 2018. L'expertise technique réalisée en septembre 2018 a confirmé la nécessité de démolir la structure.

Depuis cette date, les élèves sont accueillis dans les locaux de l'école élémentaire Cuvinot située à proximité, au 167 rue Roger Salengro. Une réflexion a été menée sur les évolutions à apporter aux locaux, dans le cadre d'une étude de programmation sur les équipements publics du quartier Cuvinot. Cette étude, ayant permis de définir une pré-programmation pour la requalification des écoles Cuvinot et de la salle de sport Pierre Lancelin, a été approfondie afin de finaliser la programmation relative à ces équipements, aboutissant à un concours de maîtrise d'œuvre attribué en janvier 2021 au groupement MORPHOZ (mandataire - architecte) – BERIM (économie de la construction – structure – fluides – restauration – thermique - VRD) – AGI2D (environnement HQE) – Agence DUVAL (paysage) – Euro DB (acoustique).

Le projet prévoit la réhabilitation de l'école existante ainsi que son extension sur le foncier attenant situé rue Joseph Perrier, en cours d'acquisition auprès de SIA Habitat conformément à la délibération du 12 octobre 2020.

Les anciens sanitaires extérieurs et la chaufferie seront démolis. Le programme comporte la construction de bâtiments accueillant les locaux de restauration, de classes d'enseignements, une salle de repos, une salle de motricité, une salle périscolaire, des sanitaires et locaux techniques. Un préau s'ajoutant au préau existant sera construit. La démolition de l'ancienne école Cuvinot est incluse dans le programme.

Ce projet prévoit ainsi la création de près de 1 500 m² de surface de plancher, pour un coût estimatif de 4 016 750 € HT (hors maîtrise d'œuvre et location modulaires). Les travaux devraient débuter à la rentrée 2021, pour une livraison souhaitée en septembre 2022.

Il convient dorénavant d'autoriser le Maire à déposer le permis de construire relatif à ce projet.
(Arrivée de M.HOUICHI Yacine)

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise Monsieur le Maire à déposer le permis de construire relatif au projet de requalification des écoles Cuvinot.

VI CONCLUSION D'UN AVENANT N°1 A LA CONVENTION OPERATIONNELLE « RUE SCOUFLAIRE » AVEC L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER (EPF)

Une convention opérationnelle dénommée « Onnaing – rue Scouflaire » a été conclue avec l'Établissement Public Foncier (EPF) le 25 mars 2015 portant sur des courées présentant des problèmes d'habitat dégradé, ainsi qu'une emprise foncière constituée principalement de fonds de jardins situés entre le front bâti de la rue Scouflaire et la cité de la Faïencerie. La durée initiale du portage foncier était fixée à 5 ans, expirant donc au 25 mars 2020.

Une étude d'urbanisme a été menée sur ce site avec l'EPF, permettant de définir les grandes orientations de l'aménagement à y réaliser :

- un aménagement intégrant les problèmes de stationnement sur la rue Scouflaire
- assembler les deux figures urbaines présentes (rue Scouflaire et cité de la Faïencerie)
- privilégier l'habitat groupé, afin de répondre aux impératifs de densité
- une programmation principalement axée sur l'accession à la propriété, avec quelques logements sociaux à la marge dans un souci de mixité

Ces orientations serviront de base à la rédaction d'un cahier des charges auquel seront soumis les opérateurs immobiliers à l'occasion d'un appel à manifestation d'intérêt, qui devrait intervenir courant 2021.

Néanmoins, afin de procéder aux déconstructions (à compter de septembre 2021) et d'organiser la cession à l'opérateur retenu (début 2022), il est proposé de prolonger par voie d'avenant la convention pour une durée de deux ans, celle-ci expirant donc au 25 mars 2022.

Par ailleurs, l'avenant actualise les modalités d'intervention administratives et techniques de l'EPF relatives aux travaux à mener sur site, au regard de son Programme Pluriannuel d'Intervention 2020-2024.

Il est particulièrement rappelé que la Commune s'engage à racheter le solde du foncier acquis par l'EPF ou à désigner un tiers pour ce rachat au plus tard au terme de la convention et au prix calculé selon les modalités de la convention.

A cet égard, la proposition d'avenant précise le prix de cession du foncier restant, soit 1 107 000 €.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 à la convention opérationnelle « Onnaing – rue Scouflaire » et à signer tout acte ou document relatif à cette convention et à sa mise en œuvre.

VII COMPOSITION DE LA COMMISSION DE CONCESSION ET DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Vu les articles L. 1121-1 à 5 du Code de la Commande publique

Vu l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

Considérant qu'il revient à l'Assemblée Délibérante de désigner les membres titulaires de la Commission de concession et de délégation de service public et ce pour la durée du mandat ;

Cette désignation doit avoir lieu à bulletin secret. Il convient de procéder de même pour l'élection des suppléants en nombre égal à celui des Titulaires

Outre le Maire, son Président, cette commission est composée de 5 membres du conseil municipal élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il est donc demandé au conseil municipal de procéder à l'élection de 5 titulaires et des 5 suppléants de la commission de concession et de délégation de service public.

I/ élection

| |
|----------------------------|
| Madame Mélanie CINARI |
| Monsieur Serge DOLEZ |
| Monsieur Jacky LEROY |
| Monsieur François HENNEVIN |
| Monsieur Vincent HANDRE |

II/ élection des membres suppléants

| |
|------------------------------|
| Monsieur Yacine HOUICHI |
| Monsieur Renaud LECERF |
| Madame Yvonne DURANTI |
| Madame Marie-Claude GUTOWSKI |
| Monsieur Maxence MAILLOT |

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'élire au scrutin de liste à la proportionnelle au plus fort reste les membres Titulaires et suppléants.

VIII PROJET DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION DE CONCESSION ET DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE LA VILLE D'ONNAING

La commission de concession et de délégation de service public (« CCDSP ») est une instance obligatoire chargée d'émettre un avis éclairé à l'Assemblée délibérante de la collectivité sur les offres de candidats ayant répondu à une consultation pour la conclusion d'une convention de concession ou de délégation de service public. Elle est composée des membres de l'Assemblée Délibérante de la collectivité concernée et présidée par Monsieur le Maire. Elle a pour rôle de prévenir la corruption et d'assurer une sélection rigoureuse de l'offre économiquement la plus avantageuse et ce sur la base de plusieurs critères qui apparaissent dans l'avis de concession, l'invitation à présenter une offre ou dans les documents de la consultation.

Après de nombreuses réformes survenues en 2016 et en 2019, le droit de la commande publique a laissé aux collectivités territoriales la responsabilité de définir elles-mêmes les

règles de fonctionnement de leur Commissions (Commissions d'appel d'offres et Commission de Concession et de délégation de service public), dans le respect des principes régissant le droit de la commande publique (liberté d'accès à la commande publique, égalité de traitement des candidats et transparence des procédures) et des élus (garantie d'une bonne information).

A cette fin, le projet du règlement, qui retrace les modalités de fonctionnement de la Commission de Concession et de délégation de service public, mais également un glossaire permettant d'éclairer les membres de la Commission sur les notions essentielles à leurs missions, est présenté au Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte le règlement intérieur joint en annexe.

IX ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDE ET ADOPTION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE RELATIFS AU PROJET DE REHABILITATION DES VOIRIES, ASSAINISSEMENTS, ENFOUISSEMENTS DES RESEAUX AERIENS ET DE L'ECLAIRAGE PUBLIC DE LA RUE DU 4 SEPTEMBRE

La ville d'ONNAING prévoit la passation d'un marché public passé en procédure adaptée pour le projet de réhabilitation des voiries, des assainissements, de l'éclairage et l'enfouissement des réseaux aériens de la rue du 4 septembre.

Le marché doit être alloté comme suit :

- Lot N°1 : Terrassements, voiries, assainissements et bordurations,
- Lot N°2 : Tranchées communes, enfouissement des réseaux aériens et éclairage public.

Une partie des prestations a vocation à être réalisée dans le cadre d'un groupement de commandes avec le Syndicat mixte d'assainissement de Valenciennes (SMAV) conformément aux articles L2113-6 à 8 du code de la Commande Publique.

La mairie d'Onnaing a été désignée coordinateur du Groupement de commande. En conséquence, la Mairie d'Onnaing est notamment responsable de la procédure de passation des marchés nécessaires à la réalisation du projet précité.

En amont, il est nécessaire d'approuver la convention constitutive du groupement de commandes, qui définit précisément la création dudit groupement et ses modalités de fonctionnement, sur le fondement des dispositions de l'article L2113-7 du Code de la Commande Publique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité approuve la convention constitutive du groupement de commandes pour la réalisation du projet de réhabilitation des voiries, assainissements, enfouissements des réseaux aériens et de l'éclairage public de la rue du 4 septembre à Onnaing et donne délégation à Monsieur le Maire pour signer la convention constitutive.

X RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2021

PREAMBULE – OBJECTIFS ET OBLIGATIONS LEGALES

Pour les communes de plus de 3 500 habitants depuis la loi NOTRe, le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a évolué et s'appuie maintenant sur un Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB).

Son contenu est plus étoffé ; il a toujours vocation de présenter les grandes lignes de la politique budgétaire pour l'année d'exercice du budget à venir tout en donnant des éléments sur :

- Les engagements pluriannuels envisagés,
- La gestion de la dette,
- L'évolution de la masse salariale,
- L'évolution des dépenses et recettes d'investissement et de fonctionnement en précisant les hypothèses d'évolution retenues (évolution des chiffres 2021 par rapport aux montants constatés en 2020...)

Il donne lieu à un vote par le Conseil Municipal.

Le rapport du DOB est mis à la disposition du public (sous 15 jours) et mis en ligne sur le site de la collectivité (dans un délai d'un mois).

La présentation du DOB est l'occasion pour la Municipalité de préciser des engagements en matière de services publics et d'équipements communaux.

I LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

A) Les principales recettes de la section de fonctionnement

1) Les recettes fiscales

a) Le produit des contributions directes

| | | | | | Estimation | Estimation |
|------------------------|---------------|----------------|---------------------|---------------|-----------------------------------|-----------------------|
| | TAUX | BASES 2020 | PRODUIT 2020 | TAUX | BASES 2021 | PRODUIT 2021 |
| Taxe d'habitation | | 6 165 000.00€ | 1 241 631.00€ | | 6 165 000.00 € | 1 241 631.00 € |
| Foncier bâti | 26.33% | 20 760 000.00€ | 5 466 108.00 € | 26.33% | 20 801 520.00 € | 5 477 040.00 € |
| Foncier non bâti | 68.71% | 65 900.00€ | 45 280.00€ | 68.71% | 65 13.00 € | 45 439.00 € |
| FPU | | | | | Transféré à la communauté d'agglo | |
| Produit fiscal 3 taxes | | | 6 753 019.00 | | | 6 764 110.00 € |

POUR INFO ON A PERCU 6 851 135.00 € EN 2020

Pour mémoire

| Produit fiscal 3 taxes | 2017 | 2018 | 2019 |
|------------------------|---------------|---------------|----------------------|
| | 6 451 470.00€ | 6 592 987.00€ | 6 738 031.00€ |

b) Les autres taxes et impôts

| LIBELLE | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | PREVU 2021 | IMPUTATIONS |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------------|
| Fiscalité reversée | | 20.00 | 2471.00 | | 732/7318 |
| Attribution de compensation | 1 250 917.00 | 1 250 917.00 | 1 045 227.96 | 1 045 000.00 | 01-73211 |
| Dotation de solidarité communautaire | 66 375.00 | 66 375.00 | 66 375.00 | 66 000.00 | 01-73212 |
| FNGIR | 9 273.00 | 9 280.00 | 9 280.00 | 9 200.00 | 01-7323/73221 |
| Fonds de péréquation Val Agglo FPIC | 113 167.00 | 163 789.00 | 176 892.00 | 165 000.00 | 01-7325/73223 |
| Taxe sur les pylônes électriques | | 23 680.00 | 15 217.00 | 20 000.00 | 7343 |
| Taxe sur l'électricité | 133 931.24 | 129 296.00 | 128 394.52 | 125 000.00 | 01-7351 |
| Droits licence débits boisson | | | | | 7361 |
| Impôt sur les spectacles | | | | | 7363 |
| Taxe sur la publicité | 152.44 | 152.44 | 152.44 | 150.00 | 01-7368 |
| Taxe additionnelle aux droits de mutation | 151 103.68 | 528 375.00 | 162 438.82 | 160 000.00 | 01-7381 |
| Autres taxes diverses | | | | | 7388 |
| TOTAL | 1 724 919.36 | 2 171 884.44 | 1 606 448.74 | 1 590 350.00 | |

2) Les dotations et compensations de l'Etat et autres

a) les dotations

| LIBELLE | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | PREVU 2021 | IMPUTATIONS |
|---|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|--------------------|
| Dotation forfaitaire de fonctionnement | 1 128 281.00 | 1 106 688.00 | 1 082 797.00 | 1 082 000.00 | 01-7411 |
| Dotation de solidarité rurale 1 ^{ère} fraction | 113 049.00 | 113 749.00 | 120 887.00 | 115 000.00 | 01-74121 |
| Dotation de solidarité rurale 2 ^{ème} fraction | | | | | 01-74122 |
| Dotation de solidarité urbaine | 336 790.00 | 358 561.00 | 382 959.00 | 382 000.00 | 01-74123 |
| Dotation nationale de péréquation | 64 238.00 | | | | 01-74127 |
| Dotation : régularisation de l'exercice écoulé | | | | | |
| Autres | 2 767.77 | 9 819.00 | 22 713.94 | 10 000.00 | 01-022 74718 |
| Région | | 7 000.00 | | | 01-7472 |
| Département-aide à la diffusion culture | 23 372.43 | | | | 01-411 7473 |
| Subvention CAVM | 81 823.20 | | | | 01-7477 |
| Autres organisme (CAF etc) | | 326 934.00 | 397 727.71 | 220 000.00 | 01-411-7478 |
| TOTAL | 1 750 321.41 | 1 922 751.00 | 2 007 084 .65 | 1 809 000.00 | |

b) Les compensations

| LIBELLE | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | PREVU 2021 | IMPUTATIONS |
|-------------------------------------|----------------|----------------|----------------|-------------------|--------------------|
| Compensation sur droits de mutation | 188.00 | 692.00 | 692.00 | | 01-7482 |

| | | | | | |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------|
| Fonds national de la TP | | | | | 01-74831 |
| Dotations unique compensation spécifique TP | | | | | 01-748314 |
| Fonds départemental de la TP | | | | | 01-74832 |
| Compensation exonération de la TP | | | | | 01-74833 |
| Compensation exonération TFNB | 16 629.00 | 18 164.00 | 18 902.00 | 15 000.00 | 01-74834 |
| Compensation exonération de la TH | 183 269.00 | 193 160.00 | 202 000.00 | 195 000.00 | 01-74835 |
| Dotation politique ville | | 9 272.00 | 13 600.00 | 18 000.00 | 520 - 748372 |
| Dotation de recensement | 16 559.00 | | | | 01-7484 |
| Dotation titres sécurisés | | 8 580.00 | 12 130.00 | 8 500.00 | 01-7485 |
| Autres | 26 261.03 | 507.00 | 1 040.00 | | 520 - 7488 |
| Total | 242 718.03 | 230 375.00 | 248 364.00 | 236 500.00 | |

3) Le produit des services communaux

Ils concernent en particulier les revenus issus du service rendu à la population en matière de petite enfance, des actions jeunesse, des actions sociales (cantine), des actions scolaires, des locations de meubles et d'immeubles...

Ces services devraient permettre la production d'une recette d'environ **383 500 €** en 2021.

| LIBELLE | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | PREVU 2021 | IMPUTATIONS |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|
| Concession dans les cimetières | 8 989.60 | 7 410.20 | 11 187.30 | 10 000.00 | 026-70311 |
| Droits de stationnement sur voirie | 6 720.74 | 5 111.88 | 872.45 | 1 000.00 | 91 - 70321 |
| Redevances occupation du domaine public | 1 918.63 | 17 349.58 | 10 614.45 | 7 000.00 | 813/816 - 70323 |
| Autres droits de stationnement | 122.40 | 122.40 | | | 0204-70328 |
| Redevances d'enlèvement des ord ménagères | 2 189.00 | 807.20 | 613.00 | 500.00 | 812 - 70611 |
| Redevances à caractère culturel | 480.00 | 71.00 | | | 321 - 7062 |
| Redevance à caractère sportif | 50 954.66 | 49 756.94 | 22 649.56 | 20 000.00 | 422 - 70631 |
| Redevance à caractère de loisirs | 70.00 | 60.00 | 30.00 | | 422 - 70632 |
| Redevances à caractère social | 61 218.60 | 61 475.40 | 61 376.20 | 60 000.00 | 61 - 7066 |
| Redevances et droits - Périscol | 130 973.96 | 147 878.73 | 74 790.57 | 80 000.00 | 251 - 7067 |
| Redevances concessions, brev... | | | | | 751 |
| Revenu des immeubles (locations) | 10 882.00 | 17 950.50 | | | 70 - 752 |
| Revenu des immeubles (locations) | 116 330.49 | 126 800.33 | 195 358.06 | 194 000.00 | 71 - 752 |
| Revenu des immeubles (locations) | 75 296.21 | 48 232.56 | | | 90 - 752 |
| Autres produits de gestion courante | 12 273.74 | 13 752.84 | 13 471.95 | 11 000.00 | 71- 7588 |
| Total | 478 420.03 | 496 779.56 | 390 963.54 | 383 500.00 | |

4) Les autres recettes de fonctionnement

Pour l'article 6419, elles concernent pour l'essentiel le remboursement des indemnités journalières du personnel communal en arrêt maladie, en arrêt d'accident de travail, en congé de fin d'activité (CFA) avec une forte baisse sensible en raison de la fin des contrats aidés en 2019.

| LIBELLE | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | PREVU 2021 | IMPUTATIONS |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------|
| Redistribution redevance R2 (électr) | 2 708.14 | 2 497.63 | | | 1328-814 |
| Remboursement taxes foncières | 21 881.55 | 18 701.60 | | 15 000.00 | 01-7788 |
| Remboursement sur rémunérations du perso | 106 076.18 | 73 589.25 | 62 717.68 | 40 000.00 | 01-6419 |
| Remboursement autre charges sociales | | | | | 020-6479 |
| Revenus des valeurs mobilières de plac | 15.00 | 15.00 | 13.50 | | 764 |
| Autres produits financiers | 240.37 | 217.91 | 193.42 | | 01-7688 |
| Débets et Pénalité Perçues | | | 10 000.00 | 3 000.00 | 01/020-7711 |
| Libéralités reçues | | | | | 01-7713 |
| Recouvrement sur créances | | | | | 01-7714 |
| Autres produits exceptionnels de gestion | 18 527.99 | 97 576.36 | 29 646.60 | 25 000.00 | 01-7718 |
| Mandats annulés sur exercices antérieurs | | 33 077.16 | | | 01-773 |
| Produits des cessions d'immobilisation | 7 000.00 | 259 604.00 | 323 088.51 | 285 000.00 | 01-775 |
| Moins-values sur cessions | | | 132 699.32 | 25 500.00 | 01-776 |
| Produits exceptionnels divers | 13 390.69 | 1540.73 | 18 216.94 | 15 000.00 | 90-7788 |
| Travaux en régie | 48 113.41 | 48 332.28 | 46 234.85 | 50 000.00 | 01-722 |
| Total | 193 363.64 | 535 151.92 | 622 810.82 | 458 500.00 | |

5) Conclusion sur les recettes de fonctionnement

Il apparaît que le montant des recettes de fonctionnement du Budget Primitif 2021 s'élèvera à environ 11 230 000 euros (hors excédent 2020) soit -500 000 euros environ par rapport aux recettes de fonctionnement inscrites au Compte Administratif 2020.

Les principales raisons :

- * la diminution de la subvention CAF pour les activités jeunesse liée à la crise sanitaire – 200 000 euros
- * la diminution des produits de cessions d'immobilisation et des moins-values sur cession – 170 000 euros
- * la diminution du produit des contributions diverses estimée à – 100 000 euros

B) Les principales dépenses de la section de fonctionnement

| Nature | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | PREVU 2021 |
|-----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Charges à caractère général (011) | 2 656 326.18 | 2 659 378.24 | 2 253 267.46 | 2 827 379.00 |
| Charges de personnel (012) | 6 216 242.28 | 5 892 766.13 | 5 608 298.24 | 5 609 950.00 |
| Charges financières (1) | 269 710.29 | 238 133.99 | 209 049.68 | 202 000.00 |
| Amortissement des immo (2) | 157 765.72 | 152 371.26 | 128 375.45 | 160 000.00 |
| Participations, etc (3) | 1 394 768.35 | 1 366 027.08 | 155 941.22 | 122 000.00 |
| Subventions | | | 781 408.61 | 675 000.00 |

| | | | | |
|--|---------------|---------------|--------------|--------------|
| Autres dépenses (exceptionnelles et provisions...) (4) | | | | |
| | 10 694 812.82 | 10 362 649.62 | 9 136 340.66 | 9 596 329.00 |

1) L'intérêt de la dette se décompose comme suit :

66111 : Intérêts réglés à échéance : au BP 2020 : 210 000 € / CA 2020 : 193 275.17 €

66112 : ICNE : au BP 2020 : 73 500 € / CA 2020 : 73 046.14 €

6618 : Intérêts sur l'éclairage Public : au BP 2020 : 30 000 € / CA 2020 : 25 548.05 €

2) Les amortissements s'expliquent par :

* Des sorties d'actifs après inventaire

* Pour 2021, les biens acquis en 2020 seront repris

3) Il s'agit essentiellement de :

* Nos subventions aux associations

* Notre subvention au CCAS

* Nos dépenses obligatoires, les indemnités d'élus...

II LA SECTION D'INVESTISSEMENT

A) Les dépenses de la section d'investissement

1) La dette en capital

Elle concerne :- L'article 1641 : il s'agit du remboursement de notre dette communale

- L'article 1675 : il concerne la dette liée à notre éclairage public,
- L'article 165 : il concerne les remboursements de cautions reçues après que celles-ci ne soient plus justifiées.

| Article | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | BP 2021 |
|---------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 1641 | 462 080.39 | 479 211.78 | 533 899.48 | 543 991.28 | 563 276.29 | 586 000.00 |
| 1675 | 122 494.70 | 160 427.42 | 134 459.90 | 136 565.77 | 149 666.57 | 153 000.00 |
| 165 | 397.88 | 600.00 | 600.00 | 1000.00 | 1 972.50 | 2 000.00 |
| TOTAL | 584 972.97 | 640 239.20 | 668 959.38 | 681 557.05 | 714 915.36 | 741 000.00 |

2) Les autres dépenses d'investissements non liées aux achats de matériels et travaux effectués par entreprise

| Nature | Imputation | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | BP 2021 |
|--|------------|---------|-----------|----------|-----------|----------|
| Remboursement de trop perçu de taxes d'urbanisme | 10226 | | 61 759.00 | | 1 000.00 | |
| | 10223 | | | | 10 500.00 | 4 000.00 |
| Prêts | 274 | | 3 050.00 | 9 150.00 | 9 150.00 | 9 150.00 |
| Dépôts et cautionnements reçus | 275 | | 0.00 | | | 300.00 |

| | | | | | | |
|--|-------------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Total flux financiers | | 0.00 | 3 050.00 | 9150.00 | 20 650.00 | 13 450.00 |
| Travaux en Régie – Bâtiments scolaires | 21312 | 2 219.83 | 4 993.19 | 6 727.57 | | |
| Travaux en régie – Autres bâtiments | 21318 | 40 701.41 | 43 120.22 | 41 604.71 | 46 234.85 | |
| Transferts de frais d'études | 2183 | 32 245.20 | 0 | | | |
| Transferts de frais d'études église | 2313 | 115 559.18 | 42 600.00 | 0.00 | | |
| Transferts de frais d'études | 2315 | 5 654.69 | | | | |
| Total des dépenses d'ordre | | 196 380.31 | 90 713.41 | 48 332.28 | 46 234.85 | |
| | | | | | | |
| Travaux effectués d'office pour le compte de tiers | 4541(10)-01 OP10 | | 1 860.00 | | | |

3) Les dépenses d'équipements

En 2021, la Commune construira les écoles Cuvinot, réfectionnera la rue du 04 septembre, aménagera la Place Voltaire (phase 1) rénovera la Sacristie, changera une partie des châssis du bâtiment qui accueille le SDIS.

a) Les dépenses de voirie et d'éclairage public

| Projet | CA 2019 | CA 2020 | Reports 2020/2021 | BP 2021 | IMPUTATIONS |
|-----------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|-------------------|-------------------|--|
| Eclairage public | 12 622.03 | 13 500.00 | | 14 500.00 | 21538-814 |
| Travaux rue du 4 Septembre | | | | 380 000.00 | 2031-822-15007 21538-822-15007 2313-822-15007 |
| Travaux Place Voltaire | | | | 80 000.00 | 2313-822-15008 |
| Programme de voiries et trottoirs | | 33 256.80 | | | 2128-822-6004 |
| Programme de voiries et trottoirs | 98 760.86 19 954.80 | 55 852.05 14 280.70 | 47 717.96 | | 2151-822-6004 2113-823-6004 |
| Fond de travaux urbain FTU | 47 807.10 | 64 896.22 | | 40 000.00 | 1328-2128- 520 ou 822-2017 |
| Travaux rue de la Gare | 56 836.41 1 095 577.18 | 3 049.60 845.20 | | | 2031-810-15005 2313-810-15005 |
| Cimetière | 29 160.00 | 12 666.36 | | | 2313-026-6005 |
| Etude et travaux impasse des EMO | 8 991.00 32 176.28 | 11 211.55 95 790.76 874 712.20 | 92 115.71 | | 2031- 810-96124 21538-822-96124 2313-822-96124 |
| Acquisitions foncières | 1 727.14 | 733.00 | 1 296.00 | | 2111-020-99014 |
| Acquisitions foncières | 1 216.00 | 906.84 | | | 2112-020-99014 |
| Acquisitions foncières | | 7 793.46 | | | 2113-020-99014 |
| TOTAL | 1 404 855.80 | 1 189 494.74 | 141 129.67 | 514 500.00 | |

b) Les dépenses de bâtiment

| Projet | CA 2019 | BP 2020 | Reports 2020/2021 | BP 2021 | IMPUTATIONS |
|--|----------------------------------|----------------------------------|----------------------|---------------------|---|
| Bâtiment | | | | | |
| Bâtiment services techniques | 9 797.90 2 544.00 4 552.00 | 5 704.80 2 523.60 8 381.97 | | | 2135-020-2011 2313-020-2011 2188-020-2011 |
| Groupe Scolaire Cuvinot | | 41 850.00 | 16 150.00 | 5 930 000.00 | 2313-0203-8005 |
| Châssis | | | | | 2313-20-3002 |
| Mairie | 34 737.71 | | | | 21311-020-3002 |
| Autres bâtiments (biblio) (école de musique) | 30 841.74 8 935.42 | 9 402.00 4 319.03 | 3 934.00 | | 2315-020-3002 21318-020-3002 |
| Eglise-construction | 1 080 495.78 | 96 814.31 | 10 805.82 | | 2313-324-4018 |
| Acquisition Logiciels | | | 4 400.00 | | 2051-020-9001 |
| Travaux bâtiments – Sécurité / Accessibilité | 3 807.68 | 76 290.65 652.64 | | | 2313-0203-13003 2158-0203-13003 |
| Aménagement parking | 27 035.52 | | | | 2128-810-15006 |
| TOTAL | 1 202 747.75 | 204 089.00 | 35 289.82 | 5 930 000.00 | |

c) Synthèse des dépenses d'équipements

| | CA 2019 | CA 2020 | Reports 2020/2021 | BP 2021 |
|--|------------------------|----------------------------------|----------------------|--------------|
| A- Les dépenses de voirie | 1 404 828.80 | 1 189 494.74 | | 514 500.00 |
| B – Les dépenses de bâtiments articles (détail ci-dessus) | 1 202 747.75 | 204 089.00 | | 5 930 000.00 |
| C – Les dépenses de matériel des services techniques | | 8 381.97 5 704.80 2 523.60 | | |
| OPERATION 2188-2011 | | | | |
| OPERATION 2135-2011 | | | | |
| OPERATION 2313-2011 | | | | |
| C2 – Les acquisitions de véhicules 2182-820-2011 | 25 796.32 | | | |
| D – Informatique et mobilier pour services adm 2183/2184/2188-020 - 9001 | 859.20 | 1 229.76 | | |
| D2- Informatique divers achats et renouvellement de logiciels | 23 366.93 16 908.02 | 14 815.25 4 417.70 | 4 400.00 | |
| 2051-020-9001 | | | | |
| 2183-020-9001 | | | | |
| E – Matériel petite enfance / 2184-522-2003 2188 | | | | |
| F – Matériel communication 2188-2012 | | | | |
| G – Matériel service des fêtes 2188 - 2184- 3140 – 2010 | 5 336.79 | 15 061.77 | | |
| H – Acquisition de Modulaire 2135 -020-6010 | 80 474.40 | | | |

| | | | | |
|---|---------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| I – Police Municipale 2158-112-6008 | 3 442.56 | | | |
| J – Ecoles Matériel 2158/8002 | 7247.28 | 5 755.40 | | |
| | 4383.20 | 3 361.31 | | |
| 2183/8002 | 4470.12 | 2 111.16 | | |
| 2184/8002 | | 13 560.56 | | |
| 2188/8002 | 3226.98 | | | |
| 2051/8002 | | | | |
| K – Vidéo Protection | | 24 825.76 | | |
| L – Service des sports 2135-412-2013 | 3 740.00 | 2 302.80 | | |
| | 1 985.23 | 2 256.00 | | |
| 2312-0203-2013 | 2 854.37 | 2 250.00 | | |
| 2188-412-2013 | | | | |
| M- Acquisition Jeux extérieur NI 2188-01 | 12 120.00 | | | |
| N – Groupe scolaire Cuvinot 2031-0203-8005 | | 41 850.00 | 16 150.00 | |
| TOTAL | | 1 477 315.82 | 20 550.00 | |
| TOTAL | 2 802 928.75 | 1 543 991.58 | 176 419.49 | 6 444 500.00 |

B) Les recettes de la section d'investissement

1) Les recettes propres d'origine interne

- a) Le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement
imputation 01.021

Son montant sera de l'ordre de 2 777 996.00 euros environ

- b) Les amortissements

Ils s'élèveront au BP 2021 à 160 000 € contre 128 700 en 2020 et 150 000 en 2019.

- c) L'excédent de Fonctionnement Capitalisé

Imputation 01.1068 : il était de 1 464 615 € en 2019, 698 000€ en 2020 et il sera de 1 613 475 € en 2021.

2) Les recettes propres d'origine externe

- a) Le FCTVA (imputation 01-1022)

Il s'agit de la récupération pour partie de la TVA payée sur les dépenses d'investissement des comptes 20.21 et 23

Pour 2021 ce sont les dépenses relatives à l'exercice 2019.

En 2021, le taux de remboursement du FCTVA sera de 16.40 %

| | | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | BP 2021 |
|--|----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| | Assiette du FCTVA | 1 243 254.85€ | 1 284 570.87€ | 1 664 546.08 | 2 829 935.95 |
| | Taux | 16.404% | 16.404% | 16.404% | 16.404% |
| | Montant FCTVA | 203 943.53€ | 194 385.86€ | 272 312.37€ | 450 000.00€ |

b) La taxe d'aménagement (Imputation 01-10226)

| | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 | BP 2021 |
|-------|------------|-------------|-------------|-----------|
| Total | 36 454.56€ | 101 302.44€ | 208 822.02€ | 80 000.00 |

3) Les autres recettes d'investissements

a) Les subventions d'équipements 2020 (imputation 01-20-1328-13251)

| Article | Opération | Fonction | Objet | Total TTC |
|---------|-----------|----------|--|-------------|
| 1321 | 13003 | 020 | Subvention 2 ^e acompte pour travaux accessibilité | 32 292.00 € |
| 1328 | 96124 | 20 | | 66 415.68€ |
| 13251 | 15005 | 810 | Subvention 30% DETR sur les travaux, Impasse des EMO | 142 990.26€ |
| 13251 | 6004 | 810 | Acompte FSIC exceptionnel Rue de la Gare | 11 177.20€ |
| | | | Subvention au titre des amendes | |
| | | | TOTAL 2020 | 252 875.14€ |

b) Les autres écritures d'ordre et de régularisation passées 2020

| Article | Fonction | Objet | Total TTC |
|---------|----------|------------------------|-----------|
| 165 | 71 | Dépôt et cautionnement | 4 030.00€ |
| 274 | 01 | Prêts | 4 158.91€ |
| | | TOTAL 2020 | 8 188.91€ |

c) Les reports 2020/2021

| Article | Fonction | OP | Objet | Total TTC |
|---------|----------|-------|-----------------------------------|-------------|
| 1328 | 324 | 4018 | FSIC Eglise | 200 000.00€ |
| 1328 | 822 | 96124 | Trottoir voirie (impasse des Emo) | 153 500.00€ |
| 1328 | 520 | 2017 | Fond de travaux urbain FTU | 20 000.00€ |
| | | | TOTAL | 373 500.00€ |

d) Nouvelle inscription en 2021

| Article | Fonction | Objet | Total TTC |
|---------|----------|--|----------------|
| 1328 | 0203 | Subvention Etat requalification Ecoles Cuvinot | 2 420 000.00 € |
| | | TOTAL | |

4) Autres éléments sur la section d'investissement

a) Plan pluriannuel d'investissement établi à partir du ROB 2020

| | 2019 | 2020 | 2021 |
|-----------------|-------------|-------------|------|
| Eglise | 400 000.00€ | 68 000.00€ | |
| Impasse des EMO | 200 000.00€ | 960 000.00€ | |

| | | | |
|---|---------------|------------|----------------|
| Travaux d'aménagements (rue de la Gare) | 1 139 000.00€ | 17 500.00€ | |
| Groupe scolaire Ecoles Cuvinot | | | 5 930 000.00 € |
| Place voltaire | | | 120 000.00 € |
| Rue du 4 septembre | | | 380 000.00 € |

b) Données sur l'endettement communal

- Un désendettement commencé en 2014

| | | | | |
|-----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Etat de l'endettement Au 31/12 | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 |
| | 7 113 617.26€ | 8 137 564.34€ | 7 578 752.91€ | 7 024 327.68€ |
| | CA 2017 | CA 2018 | CA 2019 | CA 2020 |
| | 6 384 688.48€ | 6 870 122.33€ | 6 186 646.65€ | 5 478 185.53€ |
| | CA 2021 | CA 2022 | CA 2023 | CA 2024 |
| | 4 743 606.40€ | 3 981 724.24€ | 3 293 174.72 | 2 705 340.61 |

- Composition de la dette au 31/12/2020

| | | |
|----------------------|-----------------------|--------|
| PPP éclairage public | 517 261.74€ | 9.44% |
| Emprunt église | 1 063 750.00€ | 19.42% |
| Autres emprunt | 3 897 173.79€ | 71.14% |
| TOTAL | 5 478 185.53 € | |

- Emprunts dont la dernière échéance aura lieu dans les 7 prochaines années

| | Date encaiss | Périodicité | Echéa | Capital initial | Versement 2021 | Dernière échéance | Capital | Intérêts |
|---------------------------------------|---------------------|--------------------|--------------|------------------------|-----------------------|---------------------------|----------------|-----------------|
| EMPRUNT TRAVAUX INVESTISS 2007 | 01/04/07 | Annuelle | 15 | 600 000.00€ | 54 708.83€ | 01/04/2022 | 49 935.91€ | 4 772.92€ |
| EMPRUNT TRAVAUX INVESTISS 2007 | 25/11/07 | Annuelle | 15 | 500 000.00€ | 47 167.06€ | 25/11/2022 | 43 035.66€ | 4 131.40€ |
| EMPRUNT INVESTISS 2012 | 01/04/13 | Trim | 60 | 850 000 | 16 812.29 | 01/01/2024 | 14 166.67 | 2 645.62 |
| | Date encaiss | Périodicité | Echéa | Capital Initial | Versement 2021 | Dernières Echéance | Capital | Intérêts |

| | | | | | | | | |
|---|----------|----------|----|---------------|-------------|------------|-------------|------------|
| EMPRUNT TRAVAUX INVESTISS 2008 | 25/06/09 | Annuelle | 15 | 1 648 000.00€ | 156 313.33€ | 25/06/2024 | 129 732.34€ | 26 580.59€ |
| AUXIFIP PPP ECLAIRAGE PUBLIC 2013 | 30/03/13 | Trim | 48 | 1 624 822.12€ | 176 098.83€ | 30/06/2024 | 151 295.96 | 24 802.87 |
| EMPRUNT TRAVAUX INVESTISS SALLE DE SPORT COLLEGE 2000 | 25/06/00 | Annuelle | 25 | 762 245.09€ | 59 691.77€ | 25/02/2025 | 44 145.14 | 15 546.63 |
| EMPRUNT TRAVAUX INVETISS 2006 | 25/01/06 | Trim | 80 | 500 000 | 9 117.38 | 25/10/2026 | 7 176.28 | 1 941.10 |
| EMPRUNT TRAVAUX INVETISS 2006 | 25/12/06 | Trim | 80 | 600 000 | 43 992.76 | 25/12/2026 | 35 033.64 | 8 959 .12 |

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve le Rapport d'Orientation Budgétaire 2021.

Le Maire



Xavier JOUANIN